

Interview de Jean François-Poncet: l'administration française face à la relance européenne (Paris, 16 mars 2007)

Source: Interview de Jean François-Poncet / JEAN FRANÇOIS-PONCET, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 16.03.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:02:22, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jean_francois_poncet_l_administration_francaise_face_a_la_relance_europeenne_paris_16_mars_2007-fr-5e1a8a8e-8b91-4b21-92c3-cfaa7a58d7a3.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jean François-Poncet: l'administration française face à la relance européenne (Paris, 16 mars 2007)

[Jean François-Poncet] Il y avait, d'une façon générale – l'idée de faire un marché commun européen était une idée nouvelle, tout à fait nouvelle – et d'une façon générale les administrations, en présence d'idées nouvelles, ont des attitudes qui vont du scepticisme à l'opposition. Il n'y a donc pas eu d'appui du côté de l'administration, et on peut dire que dans certains domaines l'administration, qui connaissait bien la situation de l'économie française, s'interrogeait sur le fait de savoir si face à la concurrence de l'Allemagne, de l'Italie, l'économie française ne serait pas en difficulté. Et donc elle mettait l'accent sur les difficultés. Alors ce qu'il y avait, c'est qu'il y avait un processus d'arbitrage. Il y avait au sommet à l'époque le président du Conseil, c'était Guy Mollet. Guy Mollet était socialiste, il était même le président de la SFIO – section française de l'Internationale socialiste –, qui était très européen, un Européen convaincu. Il avait un éminent collaborateur, qui a été après d'ailleurs à Bruxelles pendant longtemps, a été le Secrétaire général de la Commission, Émile Noël, c'était un normalien, intelligent, très européen lui-même, et quand il y avait des difficultés, il prévenait Guy Mollet. Et Guy Mollet avait mis en place un comité qui était présidé par le président des Charbonnages de France, monsieur Verret. C'était un comité interministériel auquel la délégation française à Bruxelles – présidée par Maurice Faure, député radical – s'adressait pour demander des instructions. Et il y avait donc un processus qui permettait de résoudre les difficultés et de surmonter les réserves de l'administration, quand il y en avait.